

Rapport d'activités 2016

REÇU EN 2016 : Frs 51'550.-.

Nous remercions vivement les Communes du Canton de Genève qui nous ont permis de financer deux projets en Inde et pour la première fois 3 formations pratiques au Liban : Avusy, Bardonnex, Bellevue, Carouge, Chêne-Bougeries, Chêne-Bourg, Collonge-Bellerive, Cologny, Confignon, Lancy, Plan-Les-Ouates, Pregny-Chambésy, Thônex, Troinex, Vandoeuvres et Veyrier. 10% des recettes ont été issues de dons privés. Les ONG locales que nous soutenons participent elles-mêmes au financement des projets à des taux variables.

SUISSE

L'association composée de 24 membres lors de l'AG 2015, bénéficie de 12 nouvelles recrues en 2016, portant le nombre de membres à 36. Certains ont émis le souhait de s'engager plus activement, l'une des membres parlant d'ailleurs couramment l'arabe.

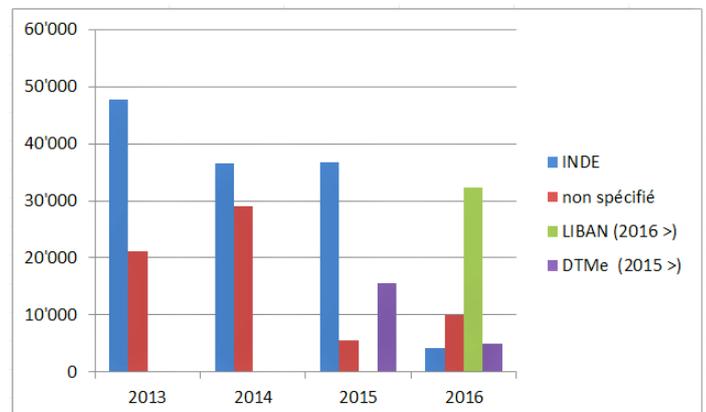
Suite à la démission de notre ancienne secrétaire franco-libanaise, ayant contribué à initier nos activités au Liban, Beatrice Bendeman, a été élue au poste de secrétaire. Ex-collaboratrice bénévole de Secodev, fille de réfugiés palestiniens, ayant fait ses études à Zürich et à Genève, elle représente une valeur ajoutée pour nos activités. Elle connaît également bien l'Inde où elle a vécu presque un an.

Dans le but diversifier sa recherche de fonds et d'impliquer et motiver les membres plus directement dans des activités plus simples et concrètes, Le Comité a décidé de s'appuyer sur ses membres bénévoles, dont un certain nombre sont professionnellement engagés dans le milieu humanitaire, pour développer des actions ponctuelles. En parallèle avec nos activités traditionnelles, celles-ci permettront de financer des aides concrètes d'urgence au Liban : distribution de couvertures, de matériaux isolants pour les abris, etc. La recherche de fonds se fera auprès de particuliers par le biais des réseaux sociaux et de financements communautaires.

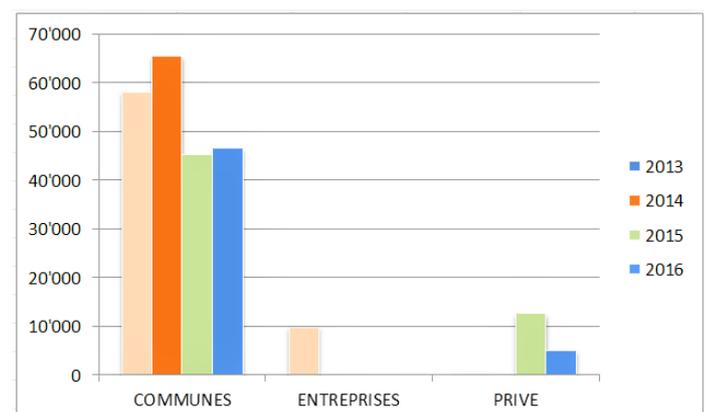
Concernant les activités traditionnelles avec nos bailleurs de fonds principaux, les Communes du Canton de Genève, nous rappelons ici que la plupart de nos projets s'étendent sur une période de 2 ans. En effet, nous prospectons les sites en janvier ; nous montons ensuite les projets et les

soumettons aux bailleurs début mars. La réception des fonds se fait tout au long de l'année au gré des réunions de Commission des Communes jusqu'à janvier de l'année suivante ; l'envoi des fonds, le déroulement et le suivi des projets ainsi que leur rapport d'achèvement se font par conséquent l'année consécutive à l'année de soumission des projets. Vu ce calendrier, il est n'est pas possible de boucler un projet dans le cadre d'une seule année civile. Parfois, l'envoi tardif des fonds est justifié quand la situation locale a besoin d'être clarifiée et vérifiée. Notre Comité a toutefois décidé d'être plus réactif, chaque fois que possible, pour que les fonds reçus soient envoyés en cours d'année.

Nous avons établi une analyse schématique de la progression des financements entre 2013 et 2016 : montant des donations, nombre de donateurs, type de projets soutenus. Celle-ci a montré que nos donateurs nous ont globalement suivi dans nos projets, ainsi que dans l'ajout de notre nouvelle zone d'opération au Liban. Nous les en remercions au nom des bénéficiaires.



Evolution des dons reçus et programmes soutenus de 2013 à 2016



Evolution des dons reçus par donateurs de 2013 à 2016

INDE

Après 12 ans de collaboration, nous nous félicitons d'un important succès : avoir donné envie aux jeunes que nous avons soutenu de reprendre l'activité de développement à leur compte. Au site de développement rural de Kechala, certains enfants parmi les plus âgés (15-16 ans) ont exprimé le désir de prendre des responsabilités et mettre en œuvre des activités, dans le but également de reproduire le modèle plus tard dans les villages et communautés tribales voisines. Présentement, ces adolescents poursuivent leur éducation formelle et passent leurs examens à New Delhi où ils sont encadrés par l'ONG locale.



Par ailleurs, le gestionnaire du site de Kechala, M. Pranjal Jauhar, fortement accaparé par ses nouvelles responsabilités dans la capitale est beaucoup moins présent sur place et peu disponible. Nous nous trouvons par conséquent dans une phase de transition et de transformation pendant laquelle les activités vont se trouver réduites, en attendant que les jeunes gens soient prêts à s'engager concrètement. Nous gardons toutefois le contact avec le site et proposeront des projets d'entretien et de pérennisation, importants pour l'avenir du site.

Des membres de l'association se sont rendus sur place pour donner des cours de broderie, de mathématique, d'anglais et de sciences. Ils ont été impressionnés par la maîtrise de l'anglais des enfants. Les fonds octroyés en 2016 ont permis de soutenir la scolarité annuelle de quelques enfants ainsi que de participer à l'entretien et à l'irrigation des jeunes arbres fruitiers plantés les années précédentes. Ces deux projets bien rodés sont parfaitement gérés par notre partenaire local avec qui nous collaborons sur ces deux thématiques depuis de nombreuses années.

La pérennisation de ces deux projets est importante : d'une part, pour permettre aux enfants de continuer leur scolarisation et de construire leur avenir et celui de leurs familles ; d'autre part, la continuité du financement pour l'entretien des arbres fait partie de ces éléments permettant de donner envie aux jeunes de rester à Kechala. Ce programme en effet donne aux parents la possibilité de diversifier à long terme l'avenir économique de la zone et leur permet aussi de préserver leur environnement écologique en freinant l'érosion des sols cultivés tout en leur apportant une certaine autonomie et diversité alimentaire.

LIBAN

Suite à une décision du Comité d'Ushagram, il avait été convenu de ne virer les fonds collectés en 2016 qu'après une visite sur place. Le Vice-Président et le Directeur se sont rendus au Liban pendant deux semaines en janvier 2017. Cette visite avait pour premier objectif de renforcer les relations avec notre partenaire local "Sawa for Development" et de s'assurer des conditions de mise en place du projet 2016 afin de le mettre en œuvre en 2017 selon le cadre prévu.

Avec la responsable et son assistante, nous nous sommes rendus dans la plaine de la Bekaa pour rencontrer les femmes syriennes qui bénéficieront des formations. Ce déplacement nous a permis de nous rendre compte des besoins des populations syriennes réfugiées mais aussi de comprendre les besoins très importants des populations locales, déjà défavorisées et d'autant plus fragilisées par la présence massive des réfugiés. Nous avons ainsi pris conscience de la nécessité d'inclure les populations locales dans les projets et de favoriser l'interaction et les échanges entre communautés. En effet, le Liban, de la superficie de la Suisse romande (10'000 km²) avec une population autochtone de 4.5 millions (2 fois plus qu'en



Romandie), accueille de surcroît sur son territoire 2.5 millions de réfugiés palestiniens et syriens (officiellement enregistrés), soit plus de 50% de sa population en plus. Imaginons plus de 4 millions de réfugiés en Suisse... L'équilibre communautaire déjà délicat du pays se trouve fortement compromis par cette population à majorité sunnite. Cette présence massive pèse très lourd sur la vie économique, sociale et politique du pays ainsi que sur les infrastructures, les services et les ressources naturelles.



Comme le dit le Dr. Kamel Mohanna¹, acteur social libanais de renommée internationale et fondateur de l'ONG internationale Amel, "vu la présence des réfugiés depuis 6 ans et les conséquences de leur présence pour les populations locales, nous comprenons que nous ne sommes plus dans une situation d'aide humanitaire d'urgence mais bien dans une situation de développement durable."

Nous remarquons par ailleurs que les classifications (existantes mais non officielles) des pays en développement ne correspondent pas à la réalité de ce terrain-là. Ou du moins, elles ne semblent pas nécessairement refléter les énormes disparités entre régions et communautés - surtout dans le cas spécifique du Liban avec la présence massive de réfugiés dans la Bekaa - région pauvre et délaissée par l'Etat, qui fut occupée par l'armée syrienne pendant 30 ans.^{2 3}

Même si les réfugiés ne demandent qu'à retourner chez eux, la situation est compliquée et le retour pas automatique. L'action du gouvernement ne

suffisant pas dans de nombreux domaines, de nombreuses associations locales, avec plus ou moins de *professionnalisation*, agissent dans une perspective de développement durable incluant réfugiés et populations locales libanaises - celles-ci étant elles-mêmes fortement impactées par la crise syrienne. Dans un Etat faisant face aux défis importants que chacun connaît, avec des communautarismes politiques, sociaux et économiques multiples, le travail de beaucoup de petites ONGs se fait souvent grâce à la débrouillardise, avec peu de moyens et dans un cadre de fonctionnement plutôt éloignés des critères de recherches de fonds requis en Suisse.

Pour garantir à ses donateurs que les fonds confiés ont effectivement un impact sur les populations, Ushagram a toujours entretenu d'étroites collaborations avec ses partenaires locaux. Pour les projets 2016 au Liban, avec la responsable de "Sawa for Development", nous avons ainsi retravaillé les projets initialement conçus et systématiquement sensibilisé nos interlocuteurs pour garantir que le programme respecte les normes et critères internationaux. Ainsi, suite aux dons et aux échos reçus, prenant connaissance des réalités du terrain lors de notre visite, le Comité a décidé de retirer le volet de formation théorique du projet 2016-2017 tout en maintenant les trois formations pratiques. Celles-ci débiteront en mars 2017. Sawa rédigera des rapports réguliers et, si le besoin se fait sentir, il a été entendu que nous pourrions nous rendre sur place pour assister l'association dans la réalisation du rapport final.



Pour les raisons expliquées dans la section précédente et vu la complexité de mise en place de certains projets, ces derniers s'étendent sur deux années. C'est en particulier le cas concernant le projet d'autonomisation de femmes

¹ https://www.wikiwand.com/fr/Kamel_Mohanna

² <https://geocarrefour.revues.org/1644>

³ Voir notre analyse des besoins du terrain dans ce pays, des bénéficiaires et des interlocuteurs locaux, particuliers, travailleurs sociaux, ONGs et personnalités que nous avons rencontré que nous vous joignons ici en annexe.

réfugiées soumis en 2016 qui sera mis en œuvre en mars 2017. Nous aurons par conséquent un rapport d'achèvement en 2017 qui sera présenté à nos bailleurs début 2018.

Prospective Liban

Ushagram Suisse fonctionne avec des bénévoles prenant sur leur temps libre, après leurs activités professionnelles. Leur capacité d'implication est par conséquent limitée. Les activités de recherche de fonds, de suivi de projets et de remise de rapports nous occupent déjà un équivalent de 3 mois à plein temps.



Suite à la première expérience avec “*Sawa for Development*”, il nous a semblé important de trouver des interlocuteurs alternatifs ayant une structure et un mode de fonctionnement *professionnalisé* et donc mieux adapté à nos capacités en temps de travail. A notre retour du Liban et suite à une réunion du Comité, Ushagram a décidé de ne pas poursuivre sa collaboration avec l'association *Sawa* au-delà de l'achèvement de ce premier projet en 2017. Nous comprenons et apprécions le travail accompli par les multiples interlocuteurs locaux sur fond de crise et d'aide d'urgence, pour soutenir les réfugiées mais aussi leur propre pays dans cette situation difficile. Toutefois Ushagram Suisse doit adapter son action en fonction de ses moyens.

Lors de notre séjour, nous avons rencontré plusieurs acteurs de la société civile locale et avons identifié deux organisations dont la *professionnalisation* et la structure leur permet de fournir des projets et budgets aux standards internationaux. Ceci simplifiera à Ushagram le travail du montage et de la soumission des demandes en amont et lui permettra de se focaliser sur la diversification de la recherche de fonds en impliquant ses nouvelles forces vives.

Projet DTMe

Les derniers fonds accordés ont permis de parachever le montage du projet avec près de 100p. de documents programmatiques complets - montage qui nous a demandé 3 ans. Nous avons trouvé un partenaire intéressé à apporter une participation majeure permettant de mettre le projet en œuvre. Malheureusement, notre contact auprès de cette ONG active au Moyen Orient ayant quitté son poste, il n'y eut pas de suite.

Notre directeur pris contact ensuite avec le Président du CICR, M. Peter Maurer, qui s'est montré intéressé et l'a recommandé auprès de son responsable de l'éducation. Egalement montré intéressé, ce dernier l'a recommandé à son tour auprès des Opérations en charge de la Protection de l'Enfance. Il a également précisé qu'il faudrait contacter les délégations du terrain et les Opérations et a proposé une relecture du projet du point de vue du CICR en vue de son adaptation éventuelle à la mission de l'organisation. Ceci impliquera d'adapter le projet aux situations de conflit. La rencontre avec la "protection de l'enfance" a eu lieu en janvier 2017. Il s'avère que la thématique de l'éducation en tant que service humanitaire en est encore au stade embryonnaire et cela demandera des années avant que celle-ci ne fasse partie de l'ADN de l'organisation et rentre dans les esprits. DTMe est donc considéré, selon eux, comme prématuré dans ce cadre spécifique et ne pourra être adopté en interne. Nous avons identifié quelques délégations qui pourraient entrer en matière dans le cadre d'une collaboration externe. Affaire à suivre. L'association continue de rechercher des partenaires financiers, de réseauter et d'explorer toute piste permettant de le voir se réaliser. ◆



VISITE DU LIBAN EN JANVIER 2017 & ACTION DANS LE PAYS EN 2017-2018

*Contextualisation du choix de notre action au Liban
et clarification des décisions prises par le Comité de l'association*

I. Pourquoi le Liban ?

Depuis la création d'Ushagram en 1999, le monde a vécu de grands bouleversements. L'association doit, elle aussi, s'adapter à ces changements et explorer dans quelle mesure l'énergie, le temps et l'argent investis peuvent apporter une réponse aux besoins urgents de populations déshéritées et soutenir la dignité humaine là où les besoins sont les plus criants.

A Kechala, en Inde, le programme de développement de la zone tribale entre dans une période de transition. En effet, certains enfants tribaux qui ont été scolarisés ont exprimé le souhait de reprendre le programme à leur compte, et ultérieurement, de reproduire le modèle dans des tribus voisines. Ils devront terminer leur scolarité, passer leurs examens et acquérir les compétences nécessaires pour se lancer dans cette nouvelle aventure, que nous comptons bien entendu soutenir en temps voulu d'ici trois à cinq ans. Nous continuerons donc de soutenir quelques projets vitaux pour les populations locales qui nécessitent un soutien dans la durée (scolarisation des enfants, entretien arbres fruitiers.)

Pour ces raisons, nous avons décidé en 2016 de développer nos activités au Liban. Le déclencheur a été les événements que subit cette région depuis 6 ans et le fait que notre ancienne secrétaire était franco-libanaise. Cette dernière s'était d'ailleurs rendue sur place plusieurs fois, avait trié des ONG locales sur le volet et en avait sélectionné une, "*Sawa for Development*", pour la probité et le sérieux de son activité. Sur la base des informations transmises, Ushagram a élaboré un budget et un cadre logique respectant les standards internationaux pour rechercher le financement de son programme de soutien aux populations réfugiées syriennes localisées dans une des régions les plus pauvres du pays, la Bekaa. En janvier 2017, nous nous sommes rendus sur place pour visiter les lieux de formation et rencontrer les populations bénéficiaires. Le but de notre visite était aussi de renforcer nos relations avec l'association locale "*Sawa*" et de tester sa capacité à améliorer sa méthode de travail pour fournir d'elle-même de nouveaux projets répondant aux critères de nos donateurs et correspondant aux normes internationales de recherche de fonds.

Durant ce séjour, il nous est clairement apparu que malgré son sérieux, l'association n'avait pas la structure adéquate ni les capacités pour présenter rapidement de nouveaux projets élaborés, sans que nous y investissions beaucoup d'énergie et de temps nous-mêmes. Or nous faisons "tourner" l'association pendant notre temps libre et nos membres ne peuvent pas tous s'impliquer activement. Nous avons donc recherché de nouveaux partenaires avec lesquels nous pourrions travailler auprès des réfugiés. Cette première expérience (2016-2017) avec l'association "*Sawa for development*", nous a permis de saisir plus finement les enjeux et les possibilités du pays et ainsi d'éviter des écueils dans le futur.

Nous avons également rencontré un certain nombre de personnalités plus ou moins isolées qui se consacrent à la défense et à la protection de la dignité humaine en réalisant des choses extraordinaires - comme le père melkite Elian Nasrallah à Al Qaa, au Nord-Est de la Bekaa⁴. Répondant aux réalités immédiates, elles appartiennent souvent à une confession ou un parti politique et n'ont pas de réelle structure juridique ou administrative pour encadrer leur action. Ils recueillent des fonds, font circuler l'argent, gèrent des projets de manière empirique et ceci avec des moyens de communication souvent dérisoires. (Même dans la capitale, les télécommunications et le réseau électrique fonctionnent mal). Vu les exigences de nos donateurs, nous ne pouvons malheureusement pas établir de partenariat avec ces individus et leurs petites organisations, du moins pas pour des projets à présenter au financement auprès de bailleurs institutionnels.

Ainsi pour permettre une collaboration de longue durée, nous avons sélectionné deux organisations aux structures solides : "*Arcenciel*" et "*Amel international*". Nous parlerons de nos projets avec eux plus loin.

⁴ <http://www.france24.com/fr/20140319-liban-syrie-village-chretien-al-qaa-hezbollah-rebelles-frontiere-bachar-al-assad>

II. Ce que nous avons compris et vu

1. Le contexte général libanais

Le Liban a connu plusieurs périodes d'invasions de ses voisins au Sud et à l'Est. Son fonctionnement interne en a été profondément marqué, ce qui explique en partie le mauvais état de nombreuses infrastructures, le renforcement de son morcellement d'intérêts communautaires, ainsi que la présence de nombreux réfugiés.

Grand comme la Suisse romande (10'000 km²) la population autochtone du Liban y est deux fois supérieure, soit 4,5 millions d'habitants. Le pays accueille de surcroît autour 2 millions de réfugiés officiels⁵ (sans tenir compte de l'infiltration de réfugiés illégaux), ainsi qu'un peu moins d'un demi-million de réfugiés palestiniens, amenant la population présente sur le territoire à approximativement 7 millions - ceci avec deux chaînes de montagnes traversant le territoire du Nord au Sud. Imaginons à proportions égales la Suisse Romande avec plus d'1 million de réfugiés sur son territoire, ou la Suisse avec 4 millions, ou encore la France avec 30 millions... Ces chiffres sont étourdissants, et pourtant ils correspondent bien à la réalité de ce petit pays.

Selon les institutions locales, la présence prolongée des réfugiés a un impact économique, social, politique et sécuritaire dramatique pour le pays.⁶ Les ressources naturelles sont très sollicitées, voire menacées, tout comme les ressources en gestion et en services. De plus, dans l'esprit des libanais, le souvenir des 15 années de guerre civile est clairement présent - conflit ayant eu en partie son origine dans la présence des camps palestiniens constitués à ce moment-là de seulement 133'000 personnes. À cela il faut ajouter les stigmates de l'occupation syrienne qui a duré presque trois décennies.

Tout ceci explique en partie que le gouvernement et la population soient réticents à l'installation de grands camps de réfugiés organisés comme en Jordanie ou en Turquie⁷. La présence massive de la population syrienne contribue par ailleurs à appauvrir une population déjà fragilisée, en particulier dans les régions où elle est implantée, ce qui crée un regain de tension menaçant le fragile équilibre communautaire. Si l'on veut aider les réfugiés syriens, c'est donc en aidant plus largement le pays qu'on y arrivera.

Comme le dit le Dr Kamel Mohanna⁸, acteur social libanais de renommée internationale et fondateur de l'ONG *Amel international*, "vu la présence des réfugiés dans ce pays sur la durée, nous ne sommes plus dans une situation d'aide humanitaire d'urgence mais bien dans une situation de développement durable". Le *Lebanese Center for Policy Studies* précise de surcroît que les populations autochtones sont parfois dans une situation pire que celle des réfugiés.⁹ Nous remarquons d'ailleurs que les classifications de pays en développement ne correspondent pas à la réalité de ce terrain-là. Ou du moins, elles ne semblent pas refléter les énormes disparités entre régions et communautés comme au Liban, ni prendre en compte la présence massive de réfugiés. Le Dr. Mohanna témoigne aussi en 2012 que *"les ONG du Nord fournissent souvent des services mais sont rarement partenaires. Elles ne font pas confiance aux ONG locales et prétendent détenir la vérité ; elles sont technicistes et imposent des méthodes et méthodologies d'actions complexes sans pour autant être efficace ; elles dépensent des ressources faramineuses, plus pour des coûts administratifs et logistiques que pour le développement ou l'aide d'urgence. Il est urgent que les ONG et la société civile du Sud et du Nord se mobilisent et développent un dialogue pour construire ensemble des relations équitables et efficaces et prendre conjointement les décisions appropriées pour rendre à l'homme son humanité et lui reconnaître ses droits de vie dans la dignité et la décence."*

La société civile libanaise est très active et les ONG sont nombreuses. Par contre, le morcellement des communautés confessionnelles exacerbé par les politiciens, la conjonction d'intérêts politiques avec les affaires, la corruption et le manque d'éthique des élites, la croissance importante de pseudo ONG mises en place par les politiciens pour servir leurs intérêts et dévier une partie de l'argent international, le business de l'aide internationale, la tendance générale vers une forme de néo-colonialisme humanitaire, tous ces éléments parmi d'autres font qu'il est difficile, avec les critères rigoureux attendus de la part de nos bailleurs de fonds, de trouver des partenaires correspondants à nos

⁵ Chaque organisation y va de ses chiffres. Nous nous basons sur les derniers chiffres de l'ONU en 2015.

⁶ Selon le ministre du tourisme, la présence massive des réfugiés est une bombe à retardement pour le pays. <http://www.lefigaro.fr/international/2015/10/18/01003-20151018ARTFIG00046-les-refugies-syriens-sont-une-bombe-a-retardement-pour-le-liban.php>

⁷ Le Liban n'a pas signé la Convention de Genève sur les réfugiés.

⁸ https://www.wikiwand.com/fr/Kamel_Mohanna

⁹ "The Repercussions of the Syrian Refugee Crisis on Lebanon: The Challenges of Providing Services and Creating Jobs." The Lebanese Center for Policy Studies. January 2016. Roundtable report series." Page 6: "Since the condition of Lebanese host communities, in some cases, was worse off than the condition of Syrian refugees, it was imperative to provide support to the Lebanese as well. After a long discussion with various international organizations, it was agreed that donor money would focus more on development as opposed to humanitarian aid."

exigences. La responsabilisation, la transparence et la bonne gouvernance sont un défi. Mais, à Ushagram, nous avons déjà été confrontés à cela en Inde, pays qui a son lot important de problèmes. L'expérience de l'Inde d'ailleurs nous est d'un précieux secours dans l'évaluation des organisations et des projets au Liban.

2. La situation générale des réfugiés syriens

Selon le fondateur de l'association Amel (une des plus grandes associations civiles laïques du pays) : *"le Liban est le pays qui accueille la plus grande concentration de réfugiés par habitant au monde, soit plus de 40 % de sa masse démographique, ce qui entraîne une pression écrasante sur les services publics et la stabilité du pays. (...) Une telle proportion équivaldrait à 20 millions de réfugiés syriens sur le territoire français ou encore 3, 2 millions sur le territoire Suisse. (...) Les réfugiés subissent un appauvrissement constant au Liban depuis le début de la crise puisque 70 % vivent sous le seuil de pauvreté et 90 % se sont endettés un niveau moyen de 850 \$ par foyer pour couvrir leurs besoins de base. (...) Aux réfugiés présents sur le territoire s'ajoute plus d'1,5 million de Libanais vulnérables vivant sous le seuil de pauvreté ainsi que 400 000 réfugiés palestiniens et 45 000 réfugiés palestiniens de Syrie. (...) 90 % des palestiniens du Liban vivent sous le seuil de pauvreté et 98 % d'entre eux dépendent de l'aide financière fournies par l'UNRWA¹⁰. Au total ce sont 3,3 millions de personnes qui au Liban requièrent une assistance humanitaire. (...) Pour l'année scolaire 2015-2016, seulement 155 095 enfants réfugiés syriens ont été inscrits dans un cadre d'éducation formelle, excluant 59 % de cette population (environ 400 000 enfants). Il y a donc un risque grandissant de créer une génération perdue d'autant que le taux de natalité des populations réfugiées demeure conséquent. (...) 34 % des jeunes libanais étaient au chômage avant la crise en Syrie en 2011, alors que la majorité des jeunes réfugiés syriens (incluant 86 % de jeunes femmes) n'ont pas accès à l'emploi. (...) Les organisations locales sont la plupart du temps sous financées alors même qu'elles sont les plus efficaces pour apporter une assistance humanitaire de terrain correspondant aux besoins réels des populations affectées par les crises. Ainsi, d'après une étude du Guardian, moins de 2 % des fonds humanitaires vont directement aux ONG locales."*

Lors de nos trois visites de terrain dans les *campements* (voir carte)¹¹, et au gré des réseautages, des rencontres avec divers interlocuteurs, nous avons acquis une meilleure connaissance des besoins réels et des conditions et contraintes propres au pays. Nous avons donc compris que l'injection massive de fonds et l'interventionnisme international unilatéral ne suffisent pas pour une aide juste et efficace aux réfugiés. Il est aussi primordial que soient mis en place des projets de collaboration avec des ONG locales, bénéficiant de leur savoir-faire et incluant les populations du pays d'accueil au développement.

3. La situation des campements syriens

Du fait de l'interdiction d'établir des camps officiels, les réfugiés sont répartis en multiples campements sauvages, souvent installés sur des terrains loués à des propriétaires locaux et constitués au maximum de quelques dizaines de familles (une centaine pour les plus grands). La frontière avec la Syrie est officiellement fermée depuis janvier 2015, mais il est en pratique toujours possible de pénétrer dans le pays par des réseaux de passeurs - ce qui aggrave la situation financière des réfugiés. Selon nos sources, il faut entre 600 et 800 USD pour payer un passeur. Ceux qui en ont les moyens commencent souvent par louer des appartements puis finissent par rejoindre des abris dans les campements lorsque leurs fonds sont épuisés. Les réfugiés n'ont le droit de travailler que dans trois domaines : les ordures, l'agriculture et la restauration. Malgré cela, de nombreux libanais se retrouvent sans travail du fait de la pression exercée sur les salaires et les conditions de travail, les réfugiés acceptant volontiers des conditions considérées comme inacceptables par les libanais.

La situation improvisée et informelle des campements et des abris rend beaucoup plus difficile l'accès à l'eau, à l'électricité, à l'assainissement, à la santé et à l'éducation. Plus on s'éloigne de la capitale, on s'approche de la frontière syrienne, voire qu'on s'enfonce vers l'extrémité Nord du pays, plus les conditions de vie des réfugiés sont difficiles : emplacements au milieu de nulle part, abris rudimentaires (il ne s'agit clairement pas de tentes !), protections dérisoires aux aléas climatiques, quasiment pas d'équipement de literie, vêtements inadaptés au climat, manque d'accès à la vie sociale, activités inexistantes. Quasiment tous les campements sont équipés en citernes d'eau et en toilettes provisoires. Mais la qualité de l'eau n'est pas vérifiée et certains réfugiés se plaignent de maladies. Les enfants qui le peuvent - selon leur emplacement géographique - peuvent intégrer les écoles locales, dans la mesure où le ratio de deux Libanais pour un syrien est respecté. La population des femmes réfugiées est plus importante mais leur condition de *femme* est telle qu'elles ne peuvent pas se faire entendre ni se faire respecter

¹⁰ L'Office de secours et de travaux des Nations unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA - United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East).

¹¹ https://drive.google.com/open?id=1kY8Ae0WCF5xZwqy-kahj_EHwL5Q&usp=sharing

comme elles le devraient. La plupart des jeunes enfants n'ont rien connu d'autre que l'environnement des campements. La natalité est très élevée. Le taux de fécondité en Syrie était de cinq à six enfants par femme avant la guerre et est plus important depuis. Les mariages précoces sont fréquents. Même s'ils sont originaires de régions dans lesquelles la guerre ne fait plus rage, les syriens hésitent à revenir du fait de la présence du Hezbollah dans leur pays et de la haine entre communautés. Des parents craignent également que leurs enfants se trouvent enrôlés dans les combats, dans un camp ou l'autre. Certains réfugiés ont probablement participé au conflit auprès de telle ou telle faction et craignent le retour au pays. Parfois leurs maisons ont été détruites, leurs biens volés, ou leurs conjoints assassinés ou morts au combat. Enfin s'ils repartent chez eux, ils perdent leur statut de réfugié, avec ses avantages. Selon certains observateurs, un processus de radicalisation se met en place à partir des camps et certains hommes peuvent se trouver récupérés par des groupes terroristes. Cela a été le cas à Eرسال, au nord-est du pays, où l'armée libanaise a dû intervenir.¹²

C'est justement cette région-là, la plus éloignée de la capitale, que nous voulions voir de nos propres yeux. Accompagné d'une jeune femme qui connaissait la région, nous avons loué un 4x4 et nous avons remonté la Bekaa jusqu'à son extrême au nord-est, autour de la ville d'Al Qaa. Routes parfois défoncées, check-points de l'armée, chars d'assaut sur le bord de la route, nous nous sommes aventurés dans cette espèce de Far-West où la présence de l'État est affaiblie, où les trafics en tout genre ont lieu et où règne une insécurité patente ponctuée d'actes terroristes, de rapt et d'infiltrations du pays voisin en guerre. C'est à quelque 3 km de la frontière, à 50 km au sud de Homs en Syrie, que nous avons rencontré les réfugiés les plus démunis : campements sur un terrain caillouteux au milieu de nulle part balayé par le vent, abris rudimentaires ne protégeant ni du froid ni des intempéries, vêtements en coton, les enfants pieds nus par des températures proches de zéro. Situation inimaginable et insoutenable. Nous avons été accueillis avec chaleur et de grands sourires émerveillés. Profondément touchés par cette rencontre, nous avons décidé de faire quelque chose pour ces gens-là. (voir III.2)

III. Ce que nous comptons faire

1. Nouveaux partenaires

Lors de notre séjour, nous avons rencontré les responsables de l'association *Amel* (40 ans d'action) et de l'association *arcenciel* (30 ans d'action). Ces deux grandes organisations de la société civile libanaise, ont des centaines de bénévoles et de salariés locaux, une dizaine d'antennes, des dizaines de projets de diverses envergures, des parrainages avec des institutions internationales. **Pour assurer leur fonctionnement, elles ont également besoin de partenariats pérennes avec d'autres ONG plus modestes, tant locales qu'étrangères.** Elles fonctionnent selon des standards internationaux. Avec elles, Ushagram aura alors à faire à des interlocuteurs ayant une parfaite connaissance à la fois du terrain et des besoins des bailleurs occidentaux et nous parlerons le même "langage". Nous pourrions donc compter sur elles afin de mener à bien ces projets en partenariat. Ceci nous permettra de libérer du temps pour nous focaliser sur une recherche de fonds plus efficace.

Nous avons visité leurs sièges à Beyrouth ainsi que certains de leurs centres d'activités sur le terrain. Nous avons parlé à leurs dirigeants et nous sommes entretenus avec certains de leurs collaborateurs-clé. Ces organisations sont laïques, dynamiques, professionnelles, bien structurées. Leur vision s'intègre dans une perspective de développement durable. Leur action supplée à l'intervention de l'État auprès de la société libanaise en intégrant toutes les communautés religieuses ainsi que les différentes nationalités, quelles que soient les raisons de leur présence sur le territoire libanais.

Dans ce contexte et suite à nos différents entretiens, nous avons convenu des partenariats pour des projets spécifiques correspondant à la fois aux critères de nos donateurs, à nos souhaits d'action¹³ ainsi qu'aux besoins qu'elles ont identifiés sur le terrain. **Les fonds octroyés par nos donateurs seront consacrés exclusivement à nos projets.** Nous bénéficierons de leur soutien pour la gestion de projet et la logistique, l'accès aux camps étant règlementé¹⁴. Ces projets pour lesquels nous serons en partenariat représenteront une valeur ajoutée à leur éventail existant d'actions.

¹² <http://www.lefigaro.fr/international/2017/01/24/01003-20170124ARTFIG00241-liban-a-la-rencontre-des-refugies-syriens-coince-dans-la-vallee-de-la-bekaa.php>

¹³ Ces décisions ont été étudiées en réunion de Comité le 8 février 2017 à Genève et ont été avalisées. Le PV sera prochainement publié en ligne sur le site de l'association.

¹⁴ Lorsque les ONG ont commencé à se concurrencer les unes les autres dans leur précipitation à entrer dans les camps, le Gouvernement a décidé qu'aucune organisation ne serait autorisée à opérer dans les camps avant de se manifester auprès des municipalités. Ces dernières décident des autorisations d'accès à octroyer et pour quels motifs.

2. L'association "arcenciel"

*arcenciel*¹⁵ a débuté pendant la guerre civile avec de jeunes scouts qui se sont organisés en association pour agir auprès des blessés. Initialement organisée à la manière d'une ONG classique, l'organisation s'est ensuite restructurée suivant les critères d'une entreprise sociale sans but lucratif. Leur principale action consiste à soutenir les populations dans le domaine social, à œuvrer à l'intégration sociale de prisonniers, de drogués et de personnes handicapées en collaborant et en suppléant l'Etat dans cette activité. Concrètement, les bénéficiaires de l'aide qui sont des personnes handicapées ou en difficulté sociale, sont eux-mêmes intégrés à la structure et travaillent pour d'autres bénéficiaires extérieurs, créant ainsi une dynamique de réinsertion.

Le budget de l'association est conséquent. 70% de leurs revenus provient des services fournis par leur propre activité, générée par les bénéficiaires eux-mêmes (production de fauteuils roulants, déambulateurs, cannes, etc.). 30% de leur budget sont liés à des projets réalisés avec des partenaires externes (d'autres ONG) - les projets ayant chacun un budget indépendant. Ce type de structure, tout en ayant la capacité de mettre en place de gros projets, a besoin de la pérennisation de partenariats plus modestes. Car c'est dans la multiplication de petits projets visant à l'autonomisation et à l'indépendance que l'existence d'*arcenciel* est assurée et, de ce fait, son service à la population locale. Son expérience nous permet de bien cibler les bénéficiaires, de bien adapter l'action et ainsi d'être assuré d'un résultat utile et vérifiable - d'autant plus compte tenu du contexte complexe et particulier du Liban décrit plus loin. Par certains côtés d'ailleurs, la situation de ce pays ne nous a pas semblé si fondamentalement différente de celle de l'Inde.

Suite à la visite du campement de réfugiés d'Al Qaa (II.3) à quelques kilomètres de la frontière syrienne, au Nord-Est de la Bekaa, nous en avons parlé avec l'équipe d'*arcenciel*. L'agronome faisant partie de l'équipe en charge du terrain dans cette région en avait déjà entendu parler. Il a immédiatement appelé ses homologues pour comprendre la situation et identifier l'emplacement exact du campement. Nous avons décidé d'un commun accord de travailler avec ce campement localisé.

Le projet qu'Ushagram a élaboré avec *arcenciel* consiste en une activité pour les femmes de ce campement avec une perspective rémunératrice. Concrètement, le projet s'articule autour de 1) l'apprentissage de la culture de plantes aromatiques et médicinales, de la fabrication de conserves simples, ainsi que l'accès au marché local et de 2) une formation en couture. Suite à leur formation, les femmes pourront conserver les outils nécessaires à leurs nouvelles compétences. Notre partenaire local les introduira ensuite au marché et les assistera dans la promotion de leurs produits à l'extérieur des camps. La couture servira également à mettre en valeur leurs produits. Elles seront également sensibilisées au partage de leurs nouvelles compétences. Les plantes aromatiques et médicinales permettent plusieurs récoltes par an et correspondent à une niche du marché, en tant que produit à valeur ajoutée. Ce projet sera soumis aux Communes du Canton de Genève.

3. L'association "Amel international"

*Amel*¹⁶ a été fondée par le Dr Kamel Mohanna (cité en II.1), acteur social libanais de renommée internationale. D'origine chiite, communiste dans sa jeunesse, il se lia d'amitié avec Bernard Kouchner lors de ses études à Paris. Pédiatre à l'origine, c'est autour de la santé que gravita l'activité principale de l'ONG.

Après une rencontre avec le docteur, nous avons été présentés à la responsable des programmes. Nous avons identifié ensemble un projet sur lesquels nous pourrions collaborer. Elle nous a confirmé que les collaborations avec des organisations externes étaient importantes pour eux et a émis l'intérêt d'un partenariat dans la durée. Ce seront eux qui établiront le document programmatique et le budget.

Le projet d'Ushagram avec Amel sera un projet pilote s'articulant autour de potagers verticaux (déjà développé dans le cadre d'un projet urbain) associé à une formation à la production alimentaire et à la création de conserves. Il inclura un dépistage de malnutrition, une sensibilisation à la sécurité et la diversification alimentaires. Inclus également seront la création d'une cuisine collective pendant les 11 mois de formation et la distribution de repas chauds. La population impactée sera de 2'500 habitants, la population impliquée de 100 à 500 personnes selon les activités. Avec l'aide des membres, nous espérons pouvoir soumettre ce projet à la Ville de Genève et au Canton.

¹⁵ <http://www.arcenciel.org/fr/>

¹⁶ <http://amelinternational.org/en/home/>

4. Perspectives de durabilité

Grâce à l'expérience de ces ONG locales et avec le soutien des populations bénéficiaires dans l'objectif d'un développement durable, nous pourrions envisager dans un futur hypothétique de continuer notre travail en Syrie et d'intégrer les bénéficiaires actuels dans l'action quand la guerre sera terminée et qu'ils retourneront chez eux, ce qui est le souhait de la majeure partie d'entre eux.¹⁷

4. Diversification de la recherche de fonds

Parallèlement à notre travail traditionnel de recherche de fonds auprès de donateurs institutionnels, il nous semble opportun de développer et d'approfondir une nouvelle approche, qui impliquerait les nouvelles forces vives qui nous ont rejoints cette année. En effet, du fait des contraintes et des limitations posées par le fonctionnement de l'association avec ses bailleurs de fonds traditionnels (soumission des projets, attente de récolte de fonds, choix restreint des partenaires locaux possibles etc.), il est difficile de fournir une aide rapide en fonction des besoins immédiats relevés par des femmes et des hommes de bien œuvrant souvent de manière empirique. La recherche de fonds se ferait alors auprès de particuliers par le biais des moyens de communication modernes, des réseaux sociaux et des financements communautaires pour des montants spécifiques afin, par exemple, d'acheter des couvertures ou du feutre isolant pour les abris - besoins élémentaires dont nous ont fait part quelques-uns des bénéficiaires de programmes. Si cette stratégie devait porter ses fruits, cela permettrait de dynamiser l'action de l'association et de rapprocher les membres des bénéficiaires. Les membres se sentiraient ainsi plus impliqués, motivés et utiles.

IV. Galeries de photo

Aussi consultables via smartphone Apple et Android avec 500px.com (liens ci-dessous raccourcis)

- Camp de Majdal Anjar (Sawa, Nawal) <https://goo.gl/3J7jlc>
- Camp de Qob Elias (Sawa, Nawal) <https://goo.gl/sTpk5k>
- Manufacture d'arcenciel - équipement pour handicapés <https://goo.gl/YSFocR>
- Camp de Bar Elias <https://goo.gl/bS8e7a>
- Camp d'Al Qaa (le plus démuné, pour lequel nous travaillerons avec arcenciel)
Galerie "1" <https://goo.gl/5ye3J5> / Galerie "2" <https://goo.gl/OCJE4Z>
- <https://www.facebook.com/ushagram.suisse/>

Paul Gaullier et Jacques Albohair
(vice-président et directeur)
Février 2017

Ushagram Suisse, CP 138, 1211 Genève 12. Tél. 078 600 60 34
info@ushagram-suisse.org / <http://fundraising.ushagram-suisse.org/>

¹⁷ *Le Lebanese Center for Policy Studies*, dans son étude sur les répercussions de la crise des réfugiés syriens au Liban citée en note 5, page 2, mentionne que selon diverses études, les déplacés dus à la guerre ne retournent chez eux que dans un cycle de 7 à 10 ans après la fin d'un conflit.